

Ensemble pour la Justice : La justice signifie la solidarité dans l'action publique pour tous – y compris les personnes en mouvement

NOTE DE COUVERTURE

Cette déclaration a été élaborée par le Groupe de Référence de l'Alliance ACT sur la Migration et le Déplacement, en collaboration avec les Groupes de Référence sur la Justice Climatique et la Justice de Genre, ainsi que les Forums d'ACT en Afrique, MENA, Asie-Pacifique et la Communauté Régionale de Pratique d'ACT sur le Changement Climatique et la Mobilité Humaine pour l'Amérique Latine et les Caraïbes. La déclaration concerne la crise continue de solidarité et d'accueil et son impact sur les personnes en mouvement. Elle propose des engagements aux membres d'ACT pour réaliser un changement significatif et appelle les gouvernements et autres acteurs concernés à respecter et à garantir les droits humains qui y sont liés.

SUJET

La migration a traditionnellement été un modèle d'adaptation aux changements des conditions de vie, contribuant au développement humain tant dans les pays d'origine que de destination. Cependant, il existe une profonde crise de solidarité et d'accueil qui pousse de nombreux migrants aux marges des sociétés. Les conflits en cours et le changement climatique aggravent les urgences humanitaires, contraignant un nombre croissant de personnes à quitter leur domicile. Les mouvements forcés ont doublé au cours de la dernière décennie. Les voies migratoires limitées et l'accès restreint à l'asile poussent les gens à emprunter des routes dangereuses, risquant la traite, les violations des droits humains et la violence. La détention d'enfants et la séparation des familles demeurent courantes, aux côtés d'un racisme et d'une xénophobie croissants dans les politiques d'immigration et les sociétés d'accueil à l'échelle mondiale. Les membres d'ACT sont appelés à rejeter l'exclusion des migrants, à défendre leurs droits et à fournir une assistance humanitaire. L'objectif est de permettre aux personnes de choisir de migrer ou de rester, dans chaque cas en garantissant leur dignité et un accès complet à leurs droits. Les membres devraient renforcer la solidarité, changer les récits, s'engager dans des processus globaux et mobiliser des soutiens pour des réponses à long terme abordant le nexus humanitaire-développement-paix. Cela inclut la défense de modèles de financement pluriannuels et flexibles, le renforcement des partenariats, l'investissement dans des approches basées sur des preuves et l'exploration de mécanismes de financement innovants. Ce faisant, nous pouvons orienter notre attention vers des solutions durables qui s'attaquent aux causes profondes des crises.

DÉCLARATION

Ensemble pour la Justice : La justice signifie la solidarité dans l'action publique pour tous – y compris les personnes en mouvement.

Environ 281 millions de personnes dans le monde vivent actuellement en dehors de leur pays de naissance. La migration a traditionnellement été un modèle d'adaptation aux changements des conditions de vie. Elle peut contribuer au développement humain dans les pays d'origine et de destination. Les transferts de fonds des migrants complètent souvent les moyens de subsistance locaux et rendent les ménages plus résilients. Bien qu'il soit possible de dire qu'il n'y a pas de crise migratoire, il existe en effet une profonde crise de solidarité et d'accueil. Cela a conduit à une situation dans laquelle de nombreux migrants sont poussés aux marges des pays et des sociétés. Les conflits en cours augmentent, notamment les crises connues ainsi que les « crises oubliées (ou plutôt « négligées ») », comme en République démocratique du Congo, au Soudan, en Éthiopie, au Myanmar, et dans d'autres pays, pour lesquelles il manque la volonté politique et le soutien financier. Les événements météorologiques extrêmes fréquents et intenses ainsi que la dégradation de l'environnement causés par le changement climatique, tels que les sécheresses prolongées et les inondations graves, menacent les moyens de subsistance et exacerbent les urgences humanitaires. Ce phénomène est particulièrement aigu dans les pays du Sud global. Les économies basées sur l'agriculture sont particulièrement touchées, obligeant les gens à se déplacer vers d'autres pays. Les mouvements de réfugiés ont doublé au cours de la dernière décennie. Le manque de voies de migration régulières et l'accès de plus en plus restreint à l'asile forcent les gens à emprunter des routes dangereuses, les exposant à la contrebande et à la traite des personnes, aux violations des droits humains, à l'exploitation et à la violence, ce qui entraîne une augmentation des situations de déplacement prolongé dans le monde. Au moins 63 000 migrants ont perdu la vie depuis 2014. Bien que les femmes, les enfants et les personnes LGBTQI* soient exposés de manière disproportionnée à des risques accrus de violence physique, psychologique, sexuelle ou fondée sur le genre pendant les déplacements et les trajectoires migratoires, les hommes sont également confrontés à des conditions terribles.

Parallèlement, les accords et obligations internationaux en matière de protection sont de plus en plus ignorés par les États. Les personnes en mouvement sont violemment empêchées de chercher protection aux frontières. De nombreux pays ont mis en place des restrictions d'accès à leur territoire, ignorant les besoins réels du marché du travail et les réalités démographiques. La détention des migrants, y compris des enfants, et la séparation des familles persistent, et les politiques migratoires témoignent d'un racisme et d'une xénophobie croissants. En général, les migrants et les demandeurs d'asile subissent des violations des droits humains telles que la xénophobie, la discrimination, la violence fondée sur le genre et l'exploitation du travail.

En Afrique, les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les réfugiés affluent vers les zones urbaines les plus pauvres, où les conflits s'intensifient en raison de la compétition pour des

ressources limitées. Cette compétition affecte également les zones rurales, car l'aide mondiale aux réfugiés sur le continent continue de diminuer. Une gouvernance faible exacerbe les déplacements internes et transfrontaliers en raison d'une réponse inadéquate aux crises et de l'absence d'infrastructures et de services de base.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, les passeurs et les cartels profitent régulièrement des personnes vulnérables le long des routes migratoires, et l'accès des migrants aux droits, aux opportunités et à l'assistance dépend souvent de la citoyenneté, de la maîtrise de la langue et des origines ethniques ou autres. La violence étatique et non étatique est omniprésente, et les disparitions de migrants en transit sont courantes.

La pauvreté structurelle, le manque d'emploi décent et les inégalités dans l'accès aux services de base comme l'éducation, la santé et le logement sont des facteurs persistants qui poussent les gens à migrer. Nous attirons l'attention sur Haïti, où la fréquence et l'intensité des phénomènes extrêmes détruisent les moyens de subsistance et les sources de nourriture, forçant la communauté haïtienne à se déplacer.

En Asie et dans le Pacifique, la migration de main-d'œuvre est particulièrement répandue, et les travailleurs migrants se voient accorder très peu de droits par les gouvernements des pays de destination. Ils sont soumis à des systèmes de recrutement qui les obligent à s'endetter, les maintenant dans des conditions de travail exploitantes. Le déplacement lié au climat est également un défi croissant. La protection des réfugiés dans la majeure partie de la région est traitée de manière arbitraire et imprévisible.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA), les pays luttent pour accueillir un grand nombre de personnes déplacées cherchant à échapper à la violence continue et aux persécutions en Syrie et au Soudan, ainsi qu'à l'urgence des droits humains en Palestine. La pression sur les ressources locales et les tensions accrues avec les communautés d'accueil en résultent souvent. En Afrique du Nord, les migrants endurent souvent des conditions difficiles avec un accès insuffisant aux besoins de base. L'instabilité politique et la faiblesse de la gouvernance aggravent ces problèmes.

En Europe et en Amérique du Nord, la gestion de la migration a été de plus en plus externalisée, déléguant le contrôle des frontières à des pays tiers, souvent là où les normes des droits de l'homme ne sont pas respectées. La route méditerranéenne reste l'une des routes migratoires les plus meurtrières au monde. Le nouveau Pacte européen sur la migration et l'asile devrait aggraver ces problèmes, mettant davantage en danger les droits et la sécurité des migrants.

Lancement d'un appel à l'action : La sauvegarde de la dignité humaine et la construction de la cohésion sociale et de la diversité culturelle deviennent de plus en plus difficiles. Le discours sur les migrants est principalement centré autour d'une soi-disant crise, les présentant comme une menace plutôt que de reconnaître leurs droits, suivant des récits de haine. Les gens ont le droit de se déplacer pour sauver leur vie ou pour améliorer leur vie pour leur famille. La migration

ne peut être séparée des questions de justice mondiale et de coopération au développement. En tant qu'organisations fondées sur la foi, nous sommes troublés par l'omniprésence et la gravité des violations des droits humains subies par les personnes en mouvement. Beaucoup de nos membres, ainsi que de nombreuses congrégations et communautés locales, ont été façonnés par des expériences de migration et de pluralité. En effet, l'Église a été une église migrante dès ses premières étapes. Nous sommes appelés par les écritures à “accueillir l'étranger”, à parler pour la justice, et à œuvrer ensemble pour alléger les souffrances des migrants dans ce monde. Cela a été un fil conducteur de notre identité, qui s'est reflété dans le travail des membres d'ACT, des églises et de leurs partenaires locaux, un fil qui a besoin de renforcement et de soutien en cette période cruciale.

Engagements et Recommandations

Engagements en tant qu'Alliance ACT :

Nous, en tant qu'Alliance ACT et tous les membres d'ACT, en tant que leaders et organisations de foi, nous engageons concrètement à :

- Fortifier la solidarité et l'accueil, renforcer le réseautage, changer la narration : Apprenez-en davantage sur les migrants dans votre ville et explorez comment votre église ou organisation peut être un espace sûr, hospitalier et une communauté accueillante. Explorez les moyens dans votre contexte de collaborer avec des organisations qui défendent les droits des migrants ou fournissent une assistance juridique aux migrants. Écoutez, et partagez avec permission, les histoires diverses de migrants. Aidez à amplifier leurs voix et leurs expériences dans votre contexte local et national pour repousser les discours racistes et xénophobes.
- Participer aux processus mondiaux, régionaux et nationaux pertinents, promouvoir le dialogue, soutenir le financement : Informez-vous et apportez des contributions progressistes et basées sur les droits aux processus tels que le Pacte mondial pour les migrations. Promouvez la recherche et l'analyse des causes profondes de la migration et soutenez le développement de solutions basées sur les droits avec un accent particulier sur les dimensions spécifiques au genre de la migration et du déplacement. Identifiez des opportunités de financement pour accroître la collaboration efficace sur les questions de migration et de déplacement.
- Mobiliser la participation et le soutien financier pour des solutions à plus long terme : Plaidez pour des modèles de financement flexibles et pluriannuels et renforcez les partenariats entre les acteurs humanitaires, du développement et de la consolidation de la paix. Assurez la participation des communautés touchées et mettez l'accent sur l'importance de renforcer les objectifs de développement plus

larges et la stabilité régionale, en se concentrant sur des solutions durables qui traitent les causes profondes.

Recommandations aux autres organisations basées sur la foi :

- En outre, dans l'esprit de cette Assemblée, nous appelons tous les dirigeants et organisations de foi, y compris tous les membres d'ACT, à se tenir "Ensemble pour la justice" et à rejeter activement l'exclusion et la marginalisation des personnes en mouvement, qui se produisent fréquemment dans le contexte de tendances fondamentalistes, nationalistes, racistes et xénophobes, à la fois ouvertement et de manière cachée, individuellement et systématiquement.
- Nous nous appelons, en tant que membres de l'Alliance ACT, à continuer de travailler avec les migrants et les réfugiés et à mettre en œuvre la vision du document conjoint du Conseil œcuménique des Églises (COE) et de l'Alliance ACT « Appelés à la transformation, Diaconie œcuménique » : "À une époque où les droits fondamentaux des migrants et des réfugiés sont menacés, les églises et les agents diaconaux doivent s'engager dans le plaidoyer et l'action publique, dans le cadre de leur appel à défendre la dignité humaine" (p. 58).
- En tant qu'organisations basées sur la foi, appelées à prendre soin des "plus petits d'entre nous", nous sommes très préoccupés par l'aggravation des impacts des conflits et du changement climatique sur les vies et les moyens de subsistance des personnes marginalisées et vulnérables dans le monde, y compris celles en mouvement.
- Notre objectif commun doit être de permettre aux personnes de migrer dans la dignité, avec protection et un accès complet à leurs droits, ou de rester si tel est leur souhait. L'objectif n'est pas de prévenir la migration, mais de s'assurer qu'il s'agit d'un choix et non d'une nécessité. Cela comprend la poursuite de l'assistance humanitaire directe aux personnes en détresse. Pour ceux qui migrent, les membres d'ACT et les autres organisations basées sur la foi doivent être des phares de bienvenue par des actes tangibles d'amour et d'hospitalité.

Recommandations aux États membres :

- Nous sommes indigné·e·s par le manque de volonté politique pour fournir les ressources adéquates et les mesures juridiques nécessaires à la protection des migrants. Nous condamnons fermement les politiques qui traitent la mobilité humaine comme une menace pour la sécurité. Au lieu de cela, nous exhortons les États et autres responsables à respecter les besoins, la dignité et à protéger les droits des personnes

PUB 15 – DÉCLARATION PUBLIQUE

en mouvement en observant leurs obligations juridiques internationales et toutes les normes applicables en matière de droits humains.

Une majorité de l'assemblée s'est déclarée d'accord avec les opinions exprimées dans cette déclaration.

Bien que de nombreux membres d'ACT soient d'accord avec la déclaration publique, certains membres ont exprimé des points de vue divergents sur le contenu ou le ton. Leur décision reflète les diverses perspectives au sein de notre alliance, et nous respectons leur choix de s'abstenir ou de voter contre. Comme toujours, nous valorisons le dialogue collectif et encourageons la poursuite des discussions sur le sujet, reconnaissant la force de notre unité dans la diversité.